

Jeholet plaide pour un enseignement aux mains des Régions

Le ministre wallon de l'Economie se dit «très inquiet» du taux de chômage élevé chez les jeunes.

MARTIN BUXANT

Alors que la situation de l'économie wallonne est bonne et que les chiffres du chômage suivent une courbe descendante continue (moins 10% en un an), le ministre wallon en charge de l'Economie, de la Formation et de l'Emploi, Pierre-Yves Jeholet (MR), se dit particulièrement inquiet du chômage des jeunes, qui n'emprunte pas la même direction.

Dans une interview à L'Echo, le libéral secoue le cocotier et pointe le responsable: l'enseignement. «Nous sommes devant un problème, c'est l'enseignement», dit-il. Pierre-Yves Jeholet, en poste dans une majorité de centre droit depuis l'été 2017, indique ne pas croire à la réforme en cours appelée Pacte d'excellence pour l'enseignement et mise en œuvre à la Communauté française. «L'idée était ambitieuse au départ, mais à force de concertation et de dilution, on n'aura que des mesurette. Je suis plus que sceptique sur la capacité de ce Pacte à nous ouvrir de vraies nouvelles perspectives pour nos jeunes. Le tronc commun (jusqu'à 15 ans, NDLR), c'est

exactement le contraire de ce que tous les acteurs du monde de l'emploi et de l'économie nous disent de faire. On va cantonner des jeunes démotivés dans un parcours classique et cela aura un impact négatif sur les classes et les professeurs.» Le ministre du gouvernement wallon suggère dès lors que davantage de synergies puissent être opérées au niveau de l'enseignement: «Entre les provinces, la Communauté française, les Régions, tout le monde a son mot à dire et cela ne permet pas de politique adéquate, cohérente et dynamique.» Pierre-Yves Jeholet souhaite dès lors qu'une vraie réflexion en vue de confier la responsabilité de l'Enseignement aux Régions puisse être initiée. «Entendons-nous bien: je ne mets pas ce sujet sur la table aujourd'hui, mais dans la perspective des élections de 2019. Je pense que nous ne pourrions pas faire l'économie de ce débat, il en va de l'avenir de nos jeunes, c'est primordial.» Plusieurs responsables libéraux – Didier Reynders, par exemple – ont par le passé déjà plaidé pour que Bruxelles et la Wallonie prennent l'Enseigne-

ment en main. Il apparaît évident, également, que cette tendance gagne du terrain au sein du Parti socialiste, où des personnalités telles que Jean-Claude Marcourt, Rudi Vervoort ou encore Pierre-Yves Dermagne sont des régionalistes

convaincus. Le partenaire du MR en Wallonie, par ailleurs détenteur du portefeuille Enseignement à la Communauté, le cdH, est, lui, traditionnellement partisan d'un maintien d'un enseignement francophone «unitaire».

Pierre-Yves Jeholet «Le Pacte d'excellence ne produira que des mesurette»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

Il n'a pas touché à grand-chose – un peu comme s'il n'était pas encore véritablement installé. Aux murs des couloirs du cabinet ministériel restent suspendus les tableaux choisis par l'ancien maître des lieux. Dans le bureau (avec vue sur la Meuse), la même table de verre. Sur ladite table, deux bouteilles d'eau pétillante.

Et puis voilà Pierre-Yves Jeholet. Il tombe la veste, desserre la cravate, ce jeudi soir, il rentre d'une commission parlementaire où l'opposition lui a mené la vie dure.

C'est l'histoire de l'arroseur arrosé, finalement, que celle de cet ex-totwtwiler de l'opposition devenu poids lourd d'un exécutif.

Les meilleurs braconniers font-ils les meilleurs garde-chasse? A voir.

Toujours est-il que le sieur Pierre-Yves Jeholet est au four et au moulin de l'économie wallonne depuis six mois.

«Nuit et jour», souffle-t-il.

Il dit: «L'épisode Carrefour ne doit pas masquer la situation: la Wallonie va mieux, les paramètres sont positifs, ce qui est en train de se passer en Wallonie, toute cette dynamique, c'est quelque chose qu'on ne peut pas nier. Bien entendu, on va et doit l'amplifier, on doit encore l'accompagner, mais regardez: de Lidl à Air Belgium en passant par Google, il y a un vrai changement».

On s'en voudrait de jouer les rabat-joie mais on voudrait parler (d'abord) de la vague de licenciements (1.233 emplois) qui frappe le groupe Carrefour. «C'est un cataclysme social», soupire le ministre wallon de l'Économie. «On ne s'attendait pas à autant d'emplois menacés, je ne vais pas prétendre le contraire. On va tout faire pour limiter la casse et diminuer le nombre de licenciements secs mais on n'est pas naïfs non plus: penser qu'on va réduire de ¼ la facture sociale, ça n'arrivera pas. Mais on va voir de quelle manière le personnel peut d'une manière ou l'autre être repris dans le groupe. Nous ne disposons pas encore du chiffre des pertes d'emplois en Wallonie mais il est clair qu'avec le Forem, on va s'atteler à ce que personne ne reste sur le carreau, que cela soit via des remises à l'emploi ou des formations. Mais il y a des emplois qui sont créés dans la distribution, c'est clair. C'est un secteur en pleine mutation qui doit non seulement gérer l'e-commerce mais l'évolution de la consommation, la flexibilité, l'ouverture le dimanche. Allez, quand on parle d'e-commerce, il faut quand même savoir de quoi on parle. On a raté énormément de parts de marché par rapport aux

Pays-Bas parce qu'on n'était pas suffisamment flexible. On est en train de changer cela mais il faut que tout le monde avance dans le même sens. Je ne juge pas la stratégie de Carrefour; maintenant, on est quand même en droit de se demander s'ils ont suffisamment anticipé les évolutions de leur secteur».

Sabine Laruelle

À ce stade, on peut mettre un pavé dans la mare (bleue): Sabine Laruelle. L'ex-ministre libérale était administratrice du groupe Carrefour tout en étant experte à son cabinet ministériel et au Forem... Il dit: «Les choses sont claires: je savais qu'elle était administrateur chez Carrefour mais elle ne m'a jamais mis au courant du plan social en préparation. J'ai été mis au courant en même temps que tout le monde. Il n'y a ni conflit d'intérêts ni problème juridique, il y avait un problème politique avec la polémique. Et elle a démissionné de chez Carrefour. Elle a compris que cette polémique visait à nous mettre en difficulté, Charles Michel et moi-même, et elle est partie d'elle-même. Elle reste à mes côtés au cabinet et je le dis: je suis heureux de pouvoir travailler sur des thèmes comme l'économie, l'emploi et la formation avec une personne de la qualité de Sabine Laruelle».

Rideau.
Hors Carrefour, donc, où, en est-on, Monsieur le ministre? «La confiance des entrepreneurs est excellente, il y a des offres d'emploi et le chômage est en baisse. En Wallonie, il y a entre 30.000 et 40.000 emplois vacants! Et par rapport aux métiers en pénurie, on avance. Je dois d'ailleurs souligner ici qu'on travaille de manière excellente avec le Forem dans ce dossier. J'ai pu être critique avec le Forem il y a quelques mois mais il faut avouer qu'il y a une nouvelle culture qui est en train de voir le jour au Forem et les mentalités évoluent. On a des indicateurs de résultats, on mesure l'efficacité de la remise à l'emploi, on évalue, on progresse. Vraiment.

C'est un paquebot très lourd mais je sens de l'en- vie». La décision de délivrer une prime aux personnes s'engageant dans une formation d'un job en pénurie a été prise, le montant n'a pas encore été arrêté – l'impact budgétaire est en cours de calcul. Au bout de la formation, les autorités s'engagent avec les entreprises à décrocher un entretien d'embauche avec les postulants.

«Je suis inquiet»

On se retrousse les manches à tous points de vue, assure-t-il, en avalant une gorgée d'eau. Il desserre davantage sa cravate.

Et revient sur le chiffre du chômage en baisse: «en un an, il a baissé de 10%, on est à en-

viron 210.000 demandeurs d'emploi. On est toujours au double de la Flandre mais celle-ci est au plein-emploi. La Flandre est encore plus que nous confrontée à cette pénurie de main-d'œuvre. La semaine prochaine, je vois mon collègue flamand pour encourager la mobilité interrégionale».

Il marque une pause. «Il y a une chose qui m'inquiète terriblement».

Laquelle?

«Le chômage des jeunes: c'est celui qui baisse le moins. Je suis inquiet. On est devant un défi énorme, c'est un vrai problème. On a un problème avec l'enseignement francophone».

On arrive en zone critique. Il dit: «Il faut

appeler les choses par leur nom: c'est une catastrophe, on a des jeunes qui décrochent de tous les côtés, qui arrivent sur le marché du travail sans aucune qualification, les opérateurs de formation doivent alors tout reprendre à zéro. Je vais vous dire: je comprends tout le débat autour de la pénibilité, etc, mais avec les jeunes on est confronté à un problème de motivation. Allez, ce n'est quand même pas normal qu'on se retrouve devant des jeunes de 22 ou 23 ans qui sont en pleine forme physique, et qui ne veulent pas travailler. Il faut les obliger à choisir un métier qui leur convienne. On les forme et ils auront un boulot. C'est ça aussi que le Forem doit nous aider à faire. On ne peut plus rester avec ce problème sur les bras, ces jeunes doivent être suivis encore beaucoup plus que les autres».

Il monte dans les tours. Tapote la table en verre avec son poing.

«Le grand problème, tous les acteurs économiques sont d'accord là-dessus, c'est l'enseignement. Avec les moyens qu'on met dans l'enseignement, proportionnellement à d'autres pays, on fait beaucoup moins bien. C'est anormal». Mais le Pacte d'excellence va régler cela...?

Il soupire: «on a de la concurrence entre les provinces, la Communauté française et les Régions. Tout le monde a son mot à dire et résultat, c'est inefficace. Je sais qu'on a un accord de majorité jusqu'en 2019, mais on ne peut pas faire l'économie de ce débat. Le Pacte d'excellence était ambitieux au départ mais il se délite complètement et il ne réglera pas grand-chose. Regardez: la mesure du tronc commun. C'est exactement ce qu'il ne faut pas faire et ça va à l'encontre de ce que demandent tous les acteurs économiques. On va maintenir à l'école contraintes et forcées des personnes qui ne veulent pas de ce parcours-là; on va les démotiver encore plus et les faire souffrir. Et ça va percuter sur les classes et les professeurs. C'est ridicule».

«Moi, je dis qu'on se concentre beaucoup trop parce qu'on ne veut pas assumer ses responsabilités. La politique, c'est assumer des choix. Ici, on se cache et on reste dans le conservatisme. On

doit oser davantage et à un moment, il faut décider. On est parti d'une bonne idée et on arrive à des mesurette qui ne vont pas changer fondamentalement les choses. Ça m'inquiète. Je ne mets pas le dossier sur la table mais il est clair qu'en termes de perspective, il va falloir qu'on ait beaucoup plus de synergies au niveau de l'enseignement, si on veut quelque chose d'efficace. Je pense que donner la compétence de l'Enseignement aux Régions a du sens».

On lui oppose que de nombreuses synergies sont possibles sans pour autant confier tout l'enseignement aux Régions. «Je ne dis pas qu'il faut une réforme de l'État rapidement, mais il faut une volonté politique. Moi je suis convaincu que ce sera un enjeu essentiel des élections de 2019 et que la campagne électorale portera là-dessus. On ne peut plus laisser nos jeunes à l'abandon de cette manière; il faut reprendre cela en main et que les partis se positionnent clairement là-dessus avec un calendrier». 2019, c'est demain.

Lui dit: «c'est encore loin. Que va-t-il se passer? J'espère que nous pourrions poursuivre les réformes ambitieuses que nous avons initiées, à travers notamment des synergies dans l'enseignement. On verra l'arithmétique. On travaille avec le cdH, on verra si c'est possible de prolonger avec lui. Je trouve que les débats au parlement wallon sont aujourd'hui très intéressants et qu'au sein des quatre partis – MR, cdH, PS et Ecolo –, j'entends des choses sensées, il y a une vraie prise de conscience qu'on doit prendre notre destin en main, que les mécanismes de solidarité vont disparaître et que les Wallons vont devoir prendre leurs responsabilités».

Il embraye: «Je n'ai qu'une exclusive, c'est le PTB. C'est une nuisance pour l'économie et si un jour ce parti devait arriver au pouvoir, par exemple avec une majorité de gauche, je dirais aux jeunes: fuyez».

Et il vide son eau pétillante.

LES PHRASES CLÉS

«La situation de l'emploi et de l'économie en Wallonie est très encourageante.»

«Le point d'inquiétude concerne le chômage des jeunes.»

«Le Pacte d'excellence ne va rien régler. Il faudrait davantage de synergies dans l'enseignement, sous l'égide des Régions.»